



république bretonne

EDITORIAL

LE PHENIX

Le mouvement breton a connu dans le passé de nombreuses défaites : les révoltes populaires écrasées, les conspirations trahies, les manoeuvres politiques déjouées. Si nous sommes encore sous régime français, ce n'est pas faute d'avoir essayé de nous en défaire.

Il est facile, après coup, de trouver des explications lumineuses à toutes ces défaites : immaturité politique des Bonnets Rouges, naïveté des Frères Bretons, mauvais calculs des Breiz Atao... Il est facile de se laisser aller à la nostalgie ; rien n'est plus romantique qu'un vaincu, tout comme la pauvreté est plus poétique que la richesse, et la faiblesse que la bonne santé. Il en est même qui, en Bretagne, passent leur temps à ruminer des défaites qu'ils n'ont généralement pas subies, et à s'excuser pour des actes qu'ils n'ont pas commis ou des intentions qu'ils n'ont pas. A tout moment, ils implorant la pitié : on les appelle les «régionalistes.»

Pauvres courtisans ! Pour plaire aux Français, ils ont réussi l'exploit de rendre la Bretagne digeste en la rendant inconsistante.

Pauvres Talleyrands de pacotille ! Ils sont modérés car ils croient que le peuple apprécie la tiédeur ; ils cherchent à flatter car, se disent-ils, ceux qui sont sensibles à la flatterie sont nombreux. Que le Diable les emporte ! La somme des mesquineries n'égale pas le courage, et on ne peut fonder un Etat Libre sur la tricherie, ni une République saine sur la démagogie et l'intrigue. Savent-ils seulement que ceux qui se soumettent n'ont qu'un seul droit, celui de se taire ? Espèrent-ils voir la France restaurer spontanément les libertés bretonnes, et le coq gaulois accoucher d'une hermine ? Allons, assez plaisanté ; ni la politique, ni la zoologie ne se permettront jamais de telles fantaisies.

Nous laisserons les vaincus se plaindre et implorer la clémence française, tout en préparant leurs minables combines. Pour un Républicain Breton, le passé ne représente pas une suite de défaites, mais une suite de combats. Il prouve que la Bretagne ne s'est jamais avouée vaincue, que le grand projet de la Bretagne Indépendante s'est transmis jusqu'à nous de générations en générations, malgré les pendaisons de paysans, malgré la boue du camp de Conlie, malgré l'interdiction de la langue bretonne ; malgré le pillage et le mépris.

Aujourd'hui, à travers le brouillard des «régionalismes» et des «autonomismes», l'idée séparatiste a réussi à percer une fois encore. Tout comme le Phénix, l'oiseau légendaire qui renaissait sans cesse de ses cendres, le séparatisme breton revient, inéluctablement. Et tant que notre sol sera imprégné des cendres des insurgés bretons, du sang des martyrs et des cris des fous de la Bretagne Libre, les Français ne pourront empêcher l'inévitable résurgence.

Aujourd'hui, le combat breton, c'est celui des Républicains, de ceux qui veulent construire, coûte que coûte, une République Bretonne.

Nous voulons construire. Et c'est par ce projet que nous ne faisons plus partie des vaincus.

Nous ne demandons rien à la France, nous ne sommes pas des mendiants. nous n'avons que faire de ses réformes, de ses statuts spéciaux, de sa «compréhension» Nos racines sont bien plus profondes et plus puissantes que celles d'un Etat, que la Nation Bretonne a vu naître, et qu'elle verra sans doute disparaître.

Nous sommes les séparatistes, nous sommes à nouveau là, aussi jeunes, aussi déterminés qu'au temps de Nominœ, de François II, ou de Sebastian Ar Balp.

Adviene que pourra.



ÉVASION ...

INVASION

SOMMAIRE

La Banque de Bretagne par Hôel ARGWRAC'H

Pennad Kaoz, gant Paol Kalvez

A. Delamarche : Ouzhpenn 300 e oamp

Corse : I Franscescl Fora !

1532 1932 1982

La France des droits de l'homme, par Erwan AN DU

U.D.B. : Bretagne = Colonie

La montée du Nationalisme : EMGANN, P.O.B.L.

COURRIER

VOICI LA LETTRE D'UN LECTEUR NOUVEL ABONNE QUI NOUS A DEMANDE DE RESPECTER SON ANONYMAT.

Bonjour,

J'ai lu avec intérêt votre analyse sur la centrale nucléaire du Carnet. J'avoue ne pas toujours partager vos positions sur d'autres sujets -elles me semblent parfois un peu «tranchées»- Mais là, je tiens à vous dire que vous êtes en deca de la réalité !

Tout d'abord, c'est désormais certain, le P.S. pour avoir le pouvoir a supprimé 2 symboles jumelés : Plogoff et Le Larzac. Mais n'oublions pas que c'est contraint et forcé qu'il les a abandonnés. En les supprimant, il s'assurait le vote de toute la mouvance anti-nucléaire-écolo et anti-militariste. Ca représente en gros entre 2 et 4 %, ce qui sépare Giscard de Mitterand le 10 Mai. Et après cette date qu'est-ce qu'on voit ? Une propagande éhfrénée pour l'armée «populaire» (la bonne, la seule valable) à la TV, à la radio et aux grandes heures d'écoute hop ! et la même propagande éhfrénée pour un nucléaire «de gauche» (le seul véritablement démocratique, le seul qui -non seulement n'est pas nocif- mais peut vous rendre la santé si vous avez la vérole ou la scarlatine). Ca c'est bien joué !! Bravo, on a tous été un -enfin, on a été une- on a fois- déjà aux cantonales, y'en a qui faisaient une tête moins réjouie... et les municipales seront bientôt là...

Je voudrais encore dire à ceux de Plogoff qui vouent une reconnaissance éternelle à François Mitterand qu'ils devraient méditer longuement sur l'affaire de Plouhinec (le Maire aurait pris des contacts soit avec la SFEN - Société Française pour l'Energie Nucléaire- soit avec EDF pour étudier l'implantation d'une centrale nucléaire sur leur commune). Plouhinec est à quelques 15 kms de Plogoff... Ensuite les lignes THT (Cordennais, La Martyre) qui devaient sortir le courant de Plogoff vont se construire -malgré l'abandon de Plogoff... Des comités de défense sont d'ailleurs en place sur tout le passage...

Par ailleurs, n'oublions pas que Monsieur Edmond Hervé, ministre de l'énergie aurait demandé au Président du Conseil Régional de Bretagne, R. Marcellin de lui trouver en Bretagne une commune qui accepterait volontiers une centrale nucléaire dans les 2 ans -cette petite phrase commence à faire du bruit dans Landerneau, d'où les déclarations : «aucune décision ne sera prise avant 2 ans» réitérée à la fête de la Rose à St-Herblain le 14 Juin par P. Quiles, d'où aussi le ballon sonde de Plouhinec histoire de tester un peu la résistance... Quant à la visite d'E. Hervé à Redon, j'ajouterais que lorsque nous lui avons dit que le nucléaire n'aidait pas le tiers-monde mais au contraire représentait une forme de colonisation technologique et par là insidieuse et hypocrite, Monsieur le Ministre, le même qui avait mis le drapeau Breton de la ville de Rennes en berne lors de l'affaire de Plogoff, nous a répondu en martelant ses mots : «Je suis fier de la technologie fr-fr-française». Edifiant non ??

Armée française...

Référence : J.O. n° 82 200 du 31 Mars 1982, relative à la limitation des possibilités de cumul entre pensions de retraite et revenus d'activité

Cambion d'emplois allez vous libérer par cette ordonnance, Messieurs les Ministres ? Cette loi tronquée concerne uniquement les personnes de plus de soixante ans et ne résoud rien. La compromission de l'état français envers les militaires, garants du pouvoir, est évidente. Car, enfin, pour tous cette loi devait toucher en premier lieu les retraités de l'armée qui, dès 35 ans, peuvent biqueter des emplois, réservés ou non, peu importe. En effet, ces jeunes retraités ont évidemment la préférence des patrons. Ils n'ont pas les mêmes problèmes que des employés avant leur salaire comme unique revenu. De plus, dans l'armée on apprend à obéir et la notion de grève est inconnue. Des militaires bénéficiant d'une retraite ne seront pas

Il est désormais important que les CLIN et autres comités recroisant de vigilance car il est quasiment certain que, en plus de celle de Basse-Loire, les socialistes en préparent une autre en Bretagne, la construction des THT en est la preuve certaine.

Je finirai en disant que j'en ai assez d'être accusé (après le 10 Mai seulement) de faire le jeu de la droite. Bas les masques Messieurs ! Vous ne vous trompez plus ! Désormais lorsque vous nous mettez en avant votre souci d'efficacité par le respect de la discipline de Parti (hé, Camarades, Staline est mort, faudra vous y faire), moi, je mettrai en avant mes enfants et le respect que vous leur devez. Nous ne faisons le jeu de personne et désormais, nous voulons jouer tout seul !

Bravo encore pour votre journal. Au fait, vous, vous faites le jeu de qui ?

Nous avons reçu aussi ce courrier d'Olier MORDREL, en date du 23 Juin 1982, à la suite d'une circulaire demandant à certains de nos lecteurs qui recevaient gratuitement «République Bretonne» de bien vouloir régler l'abonnement annuel.

(...) En cette occasion, je vous rappelle que je fais le service de mes nouveaux livres à toutes les publications qui me font le service de presse.

Ceci dit, je ne vois pas pourquoi je m'abonnerais à un journal qui observe à mon égard et à ce que je représente le même boycott que les français les plus systématiquement anti-bretons (...)

N.D.L.R. : Olier MORDREL n'a sans doute écrit aucun livre depuis le premier numéro de République Bretonne en février dernier, car nous n'avons encore rien reçu, si ce n'est ce courrier.

Ceci dit, nous n'avons que très peu de sympathie pour la nouvelle droite. Nous rejetons toutes les formes de racisme, de facisme, d'élitisme et il est bon de rappeler que «République Bretonne» est l'organe d'expression des républicains bretons ; et que leur projet est l'instauration d'une république bretonne et ce par la lutte de libération nationale du peuple breton.

REPUBLICAINS BRETONS ! Rejoignez le S.P.V. !

concernés par une grève visant à augmenter des salaires insuffisants (ce n'est qu'un appoint pour eux). Cette retraite, pour 15 ans ou plus, ne suffit pas pour vivre ! Entendu ! Mais les militaires ne sont pas les seuls à changer d'activité dans leur vie, par contre ils sont les seuls à en retirer un bénéfice immédiat. Quel patron pourrait se permettre une telle prodigalité ? Quant aux militaires de haut grade, je ne pense pas que c'est par hasard qu'ils occupent des postes de responsabilité dans des sociétés travaillant pour l'armée. Il est quand même intéressant de bien connaître ceux qui décident de l'attribution des marchés. L'éthique de ces gens ne leur permet pas d'accepter de pot de vin mais il est plus facile de collaborer entre amis.

Ces problèmes nous intéressent particulièrement, car il est très difficile de trouver du travail en Bretagne. Et bon nombre de nos compatriotes sans emploi, victimes du lavage de cerveau pratiqué par les français depuis des siècles, oublient leur nationalité et s'engagent dans l'armée française.

CELTIE

13 attentats ou tentatives d'attentats à la bombe ont eu lieu ces deux dernières années en Angleterre et au Pays de Galles.

La plupart d'entre elles ont été désamorcées. Personne n'a été blessé, et il n'en est résulté que peu de dégât matériel. Et jusqu'à avril, personne n'était encore poursuivi devant les tribunaux.

C'est un groupe gallois, jusque là inconnu, et qui s'appelle L'armée des travailleurs de la République socialiste du Pays de Galles (W.A.R.W.) qui a revendiqué les 6 derniers attentats.

Aussi, pour dépister le W.A.R.W. différents services de police (Scotland Yard, municipalité de Londres, West Midlands, Warwickshire et Shouth wales) se sont rencontrés et ils ont coordonné leurs efforts.

La fin du mois d'avril et le mois de mai voient l'arrestation d'au moins 18 personnes, et 5 d'entre elles sont inculpées d'attentats à l'explosif. Mais aucune des 23 personnes interrogées n'a reconnu une quelconque responsabilité dans cette campagne d'attentats, sinon qu'ils sont membres du mouvement jeunesse du PLAID CYMRU et/ou du Mouvement Républicain Socialiste Gallois, qui sont des organisations politiques légales. Voilà leur crime !

Les perquisitions à domicile n'ont permis de saisir que du matériel électrique que n'importe quelle ménagère peut avoir en sa possession.

Aussi la police essaie-t-elle de faire un amalgame avec les idées politiques des inculpés pour prouver qu'avoir de telles idées ne peut pousser qu'au terrorisme actif.

Les faux témoignages aussi : la police, au Pays de Galles comme en Bretagne, tente de faire pression lors d'interrogatoires pour que des personnes qu'elle n'a même pas interrogées, soient accusées. Affaire qui est à rapprocher des tentatives récentes de la police française d'abattre le mouvement républicain breton en faisant accuser certains de ses militants les plus en vue de trafic d'armes, entraînement paramilitaire, etc...

DAVID BURNS, 23 ans, NICHOLAS HODGES, 22 ans, JENNY SMITH, 28 ans et ADRIAN STONE, 22 ans, risquent jusqu'à 20 ans de prison pour leurs opinions politiques séparatistes.

Ils ont besoin du support de tous.

Pour pouvoir leur venir en aide, écrire au «Welsh Political defense comitte (W.P.P.D.C.) 175 Machintosh place, Roath, Cardiff, WALES.

ENTRAIDE CELTIE : UNE RÉALITÉ AVEC LE SPI

SPi : ESPOIR. C'est le nom que s'est donnée cette association créée en novembre 1971 par Polig Montjarret. Sa vocation est «de venir en aide aux victimes de tous conflits, cataclysmes ou catastrophes, survenus dans l'un des pays celtiques». Cette aide pouvant se matérialiser par une intervention financière ou par un secours moral.

Le conflit qui ensanglante l'Ulster n'a en effet pas laissé insensibles les dirigeants du SPi qui, chaque année, permettent à des enfants d'Irlande de fuir la guerre pour quelques temps en venant passer un séjour dans une famille bretonne. C'est ainsi que dès Noël 1971, une quinzaine d'enfants de Belfast trouvaient un peu de réconfort en terre bretonne.

Périodiquement, à l'occasion des vacances scolaires, des voyages de cette nature sont organisés et en 1981, le SPi a pu annoncer l'arrivée de 1000^e enfant.

Les enfants sont choisis principalement à Belfast et à Derry par les instituteurs parmi les enfants les plus déshérités (enfants de prisonniers politiques irlandais, orphelins, enfants de chômeurs...) Le SPi prend en charge les frais de voyage (aller et retour) jusqu'à Roscoff où ils sont remis pour leur séjour à une famille bretonne. Ces familles des 5 départements bretons proviennent de tous les horizons et par le biais des enfants dont ils ont la charge, se sensibilisent à la question de l'Ulster. Dans la plupart des cas, elles entretiennent des contacts suivis et étroits avec les familles irlandaises.



Pourtant, le SPi ne se contente pas de faire oublier la guerre aux gosses de Belfast et de Derry. De jeunes gallois (enfants de mineurs dont les parents étaient au chômage) de la vallée de Rhondda ont ainsi pu bénéficier en 1981 de l'intervention du SPi. Dans un autre domaine, lors de la marée noire de 1978 (Amoco Cadiz), le SPi a pu adresser une aide financière à 16 familles sinistrées de la côte Nord du Finistère.

Le SPi ne peut développer son action de secours inter-celtique qu'avec des moyens financiers qui s'avèrent toujours insuffisants. Les dons, subventions de commune des 5 départements bretons et de quelques conseils généraux, et les divers moyens (quête au festival des communes de Lorient) ne permettent pas au SPi de réaliser tout ce qu'il envisage. Le SPi a besoin des efforts de tous les bretons concernés. C'est à ce prix qu'un véritable entraide celtique pourra se développer.

Les dons sont à adresser au trésorier du SPi : M. Yann JAMET Lann Keraud 56270 PLOEMEUR

IRLANDE :

Orlando Jose Tardencilla Espinosa, un des Chefs militaires sandinistes du Salvador a affirmé son soutien à la lutte Irlandaise contre l'impérialisme anglais

«Je ne veux pas seulement exprimer ma sympathie, mon adhésion complète et ma solidarité militante, mais aussi ma volonté et mon empressement à me battre, si nécessaire, dans les rangs de l'Armée Républicaine Irlandaise».



Difficultés au journal Irlande Libre

L'Association Irlande Libre connaît actuellement des problèmes financiers pour éditer son mensuel «IRLANDE LIBRE».

Depuis l'arrêt des grèves de la faim des prisonniers politiques Irlandais la presse française occulte tout ce qui se passe en Irlande ; il est sans doute trop compromettant pour la France de soulever le problème de l'occupation anglaise en Irlande au risque de braquer ainsi les Anglais avec lesquels elle préfère entretenir de bonnes relations au sein de la Communauté Européenne. En effet, il ne gêne pas le gouvernement socialiste français de sacrifier, aujourd'hui, le peuple Irlandais sur l'autel des relations commerciales franco-anglaises.

Ce boycott de l'information se répercute inévitablement sur la diffusion du journal «IRLANDE LIBRE» et sur son équilibre financier. Il est donc urgent de soutenir un tel journal afin d'éviter des problèmes de parution

Le mensuel IRLANDE LIBRE se donne pour tâche de briser le mur de silence qui entoure les affaires Irlandaises en donnant à ses lecteurs une information fiable et régulière. Bien qu'elle prenne position clairement en faveur de l'auto-détermination du Peuple Irlandais tout entier, l'Association Irlande Libre n'est liée à aucune organisation politique en Irlande ou ailleurs.

D'une manière générale, IRLANDE LIBRE avance trois revendications fondamentales :
- pour le retrait des troupes britanniques d'Irlande,
- Pour une amnistie des prisonnier(e)s politiques irlandais(es),
- Pour l'auto-détermination du Peuple Irlandais dans son ensemble.

Abonnement annuel : 60 F. de soutien : 100 F et plus. (ANNICK MONOT) IRLANDE LIBRE : 1, rue Keller 75011 PARIS, FRANCE

Insoumission Bretonne



OUZHPENN 300 E OAMP...

Albert Delar arche, o chom e Pipriag (etre Roazhon ha Redon), a zo bet o tremen an aotrezeg vrezhoneg. Deut eo a-benn dezhi, evel ur bern studierien all.

Ar wech kentañ eo e oa tu d'ar studierien war ar brezhoneg tremen anezhi dre ma eo bet krouet warlene, da heul dilennadeg Fanch Mitterand. Hennezh en deus ranket seveniñ e bromaes, daoust ma oa Savary, ministr an deskadurez, a-enep.



République Bretonne : Pipriag a zo e-kreizh bro c'hall hag e komzezh brezhoneg ?

Albert Delamarche : Ya, an div yezh a gomzan, ar gallo, a c'henedik, hag ar brezhoneg, em eus desket pa oan deut d'arn ment. Klasket em eus heuliañ ar muiañ anezho e-pad an dervezh-se.

Met ar c'hentelioù a oa a-hed ar sizhun, ha ne c'hellen mont nemet d'ar merc'her. Klasket em eus heuliañ ar muiañ anezho e-pad an dervezh-se.

F-giz-se eo evit an holl-re a labour.

R.B. - Ya, d'ar merc'her... met kelennere out ?

A.D. - Ya, kelennere on ; kelennere war ar jedoniezh, ar jimnastik, ha war ar Brezhoneg. Tri bloaz a zo em eus krogat da gelenn ar yezh.

Er pevare klas em boa trizek skoliad, er pempvet klas, daouzek. Bep bloaz ez eus bet e pep live daouzek, pemzek skoliad.

R.B. - Perak e teu ar vugale da zeskiñ ar Brezhoneg ?

A.D. - Depantout a ra. An abegou n'int ket ar memes re. Darn a zo kurius, darn all abalamour ma plij dezho deskiñ ar brezhoneg, darn all c'hoazh evit chom hep kemer un danvez-studi all. Tregelzhoù 'zo ivez hag a atiz o bugale da zeskiñ ar yezh.

R.B. - Da lavarout eo ez eus tud e Pipriag, e-kreizh bro c'hall, hag a gav anat deskiñ ar yezh ?

A.D. - Bez eus, met nebeut-tre. Hini-enroun, paisanted, micherourien, tud dister. Met diaes eo lavarout hag en o deus un emskiant vreizhek pe get.

Evidon-me, hag em eus desket ar yezh, e kred din eo mat evit ar skolidi hen ober ivez. Gouzout Brezhoneg a zo un doare reizh-kennañ da zigeriñ ar vro da engour Breizh, da adkavout he gwirizennou. Met hiziv-an-deiz e kont ivezh bezañ ur breizhad. Bro Redon a voe kavell vreizh ; hogos eo deut da vezañ e arched.

R.B. - Ha diaes eo bet dit kregiñ gant ar c'hentelioù ?

A.D. - Nann, n'eo ket bet. Ne oa den ebet a-nep, na den ebet entanet. Ha padout a ra c'hoazh egiz-se. Ar re a vefe a-enep a zo ar gelennerien a oa galloegerien arak mont d'ar skol. Trubuilhet int bet abalamour da se, hag e vironet ar c'homplex. Hiniennou a zo ivez a oa brezhonegerien a-vihanik, met troet int evit ar c'hentelioù kentoc'h.

R.B. - Da betra en deus talvezet dit tremen an aotrezeg ?

ar brezhoneg evel ur yezh estren, pe e kontrol, eirusamant, evel yezh ar buhez pemdeziek... Broadelourien a oa, met ne oant ket strollet.

Padal eur bet oberiant-tre ha bet eur bet oc'h ober hor mad eus pep darvoud a c'helle kas ar stourm war-raok, pa deus kannaded ar gouarnamant, d'ober ur wladenn er skol veur, pe e vefe paotred ar skinwel, ar skingomz, pe ur penn bras, dileuriad ar gouarnamant. Atav eo bet ar gevrenn o klask bezañ war al lec'h, en un doare dereat, a-benn goulen ar c'hapes.

R.B. - Ha dipitet oc'h bet, pe c'et, gant diskladurioù Savary-kaoc'h-ki a-zivout kelennadurezh ar Brezhoneg ?

A.D. - Evit doare, pe n'en deus ket studiet pizh ar gudenn, pe ne oar ket petra a zo c'hoarvezet e Breizh ; kinniget en deus traoù a oa araka-dennoù evitañ, hag a zo kiladennoù evidomp. Traou nevez-tout evitañ hag hon eus abae bloavezhioù, ha pouezh-usoc'h evit ar pezh a ginnig. Se a ziskouez sklaer ne oar ket petra a zo e Breizh. Kent da c'henaouiñ e vefe gwell dezhañ dont war an dachenn-arat. Met evit doare, Hennañ a zo a-enep d'ar c'hapes.

R.B. - Ha sklaer eo, kea, emañ ar stad c'hall a-enep dioreadur sevenadur Breizh ?

Me gred emañ a-enep krenn da n'eus forzh peseurt sevenadur bihan a zo e «bro c'hall», ha n'eo ket he hini. Abalamour m'o deus aon na vefe torret an traoù.

R.B. - Torret an traoù ?

A.D. - Bro c'hall o vont a dammoù

R.B. - Fin Bro c'hall ?

A.D. - Marteze



Méa CULPA

Meur a hini e-touez hol lennerien a-za o rebec'h ouz ar bajenn vrezhoneg bezañ re a faziou enni. Ret eo din anzav eo gwir.

N'on ket kablus penn-da-benn. An den'oar n'eo ket aes bodañ ur skipailhad tud c'labourat da ober ar-dro anezhi dalc'hmat Da lavarout eo n'eo ket ar skiant-prenañ a zo kaoz, na dianavezout ar yezh kennebeut, met an diouer a amzer ; n'eur ket tud a vicher, ha n'eus den ebet paet evit ober war-dro ar gelaouenn. Pep hini ac'hanomp a zo kemeret ivez gant e vicher, e familh, e gudennoù hiniennel... E gwirionez kudennoù teknikel eo a zo kaoz ; ar re a ra ar «photocomposition» ne ouzont ket brezhoneg. Ret e vefe enta deomp bezañ atav en o zu kein. Hag an amzer eo a ra diouer. Ha c'hoazh, ne gomzan ket eus dastum ar pennadoù, sevel ar raktresadenn, h.a...

Houmañ eo ar c'hwec'hvet niverenn o tont er maez, hag a dalvez evit miz gouere ha miz eost. A benn krog ar bloavezh skolel e vo ranket pep tra.

Vakansoù mat deoc'h.

H. FRANGEUL

Pennad Kaoz Gant Paol Kalvez

OLIER, hag e gelaouenn «Avel an Trech». Bodadegoù 'oa. Met n'he deus padet an dra-se nemet daou vloeazh.

R.B. : Ha «Kristenien Vreizh» e-kelt-se ?

E-pad an hanv e vez aozet Stajou gant a bep seurt aozadurioù : Kamp ar vrezhonegerien, Skol an Emsav, ar Falz, Crash Course Skol Veur Breizh Uhel e Roazhon hag en An Oriant, ha neuze Kristenien Vreizh. Ar re-se ne reont ket kalz a drouz, met labourat a reont start evit adsevel ar yezh.

République Bretonne a zo aet d'ober goulennoù gant Paol KALVEZ, a zo kelennere war ar brezhoneg e Roazhon ha sekretour Kristenien Vreizh. Ar c'hiz eo alies lavaret ez eur dizoue ha d'an tu Kleiz. Tud'zo e Breizh a ziskler grous ez int broadelourien da gentañ ha kristenien. Paol KALVEZ a zo eus ar re-se, ha n'eo ket e-unan.

R.B. : Penaos oc'h deut d'an Emsav ?

P. Kalvez : Pa oan bihan, marteze dek vloaz, e sonjen dieubin Breizh diouzh ar c'hallaoued. N'eo ket Breizh, e gwirionez, met bro Leon. Savet em boa ar seurt romant : C'hoarvezet oa bet un dour-beuz, rak ster Locronan. President Bro C'hall a zo deut e Brest, hag edo war beuziñ hag am eus saveteet anezhañ ; evit prof en deus dieubet bro

P. Kalvez : Kristenien Vreizh a zo deut da vezañ ur strollad pediñ ha studiañ. Savet eo bet gant ar menoz bezañ kristenien e brezhoneg, e 1975. Araok an amzer-se n'e oa nemet «An unan-vezh Speredel» gant Maodez glandour, ha bez e oa retredur ur wech bep bloaz. Betek 1968 an holl a oa kristenien mui-pe-vui. E «kamp ar vrezhonegerien» e veze an oferenn bemez da veze beleien. Met goude se eo bet kemmet bras an traoù ; advezevet eo bet an emsav. Ar MOB, a oa kempenelour, a zo aet da get ha kresket an U.D.B. a oa dispac'hour.

E 63 eo bet savet saded, a oa ur skol dre lizher, ha goude-se, skol an Emsav e 70. Me oa e saded pa'z eo bet savet. Prezidant on bet eus skol an Emsav on derou, ha kuitaet 'm eus pa'z eo bet embannet e oa sokialour da gentañ ha broadelour da eil.

An dra-se en deus roet din da sonjal eus ar pezh a vank da Vreizh a zo un ideologiezh. Aet on neuze da gaout Maodez GLANDOUR, ha goude-se an Ao Person BLANCHARD (K istinit) en deus asantet ober un dra bennak : bez hon eus bremañ bodadegoù studi bep trede sul ar miz, hag ur sizhunvezh bep tri miz. Studiet e vez war un dro ar vroadelouriezh hag ar gristiniezh. Klask a reomp liammañ ar daou. Klask a reomp diazezañ ar vroadelouriezh er gristiniezh.

Ur gazetenn hon eus : IMBOURC'H. Savet eo bet da heul miz Mae 68, evit Skol an Emsav. Neuze eo ur gelaouenn bolitikel broadelour. Deut eo da vezañ ur gelaouenn gristen, hag an hini eo a embann ar muiañ e touez ar c'helaouennoù e brezhoneg (800 pajenn bennak bep bloaz, hep kontañ an niverennoù ispisial). Prederiadennou politikel Youen OLIER a vez kavet, pennadoù feizonezh gant J. EWAN, pennadoù a-bouez war ar religion gant Maodez GLANDOUR, Pennadoù war istor an Emsav gant Herve LANNDIERN an Tad CHARDONNET. Eman Imbourc'h o paouez embann un niverenn ispisial gant roll an holl bennadoù embannet betek-hen.

R.B. : Ne blij ket deoc'h an emsaverien a ra gant ar Galleg ?

P. Kalvez : Kompren a ran ez eus ezhom eus ar galleg evit gouñt stourmerien. Ezhomm' a zo dreist holl eus pennadoù war an istor, muioch marteze eget pennadoù war an armerzh. Kaer 'zo lavarout, an dud a zo kalon muioch eget koñ.

Evel ma lavare MORDIERN : «Kement tra a vez graet e gallek e Breizh, zoken evit difenn Breizh, a zo galleg oc'h en em astenn e Breizh. Ar galleg drezañ e-unan a vrein ene ar stourmerien vrezhon. En ur strollad politikel ar bruderezh a zo ret bezañ graet e galleg, met al labour diabarzh a rank bezañ graet e brezhoneg ; a-bouez bras eo, vit chom hep bezañ breinet, hag ivez evit diorren ar brezhoneg koulz war an dachen bolitikel hag er buhez pemdeziek rak n'eo ket galleg kelennereien ha geriadurioù e vez fardet ur yezh, met gant ar re a ra ganti.

R.B. : Petra a vo aozet gant Kristenien Vreizh e-pad an Hanv ?

P. Kalvez : Bez e vo tri c'hamp. Da gentañ, eus al lun pemp d'ar sadorn dek a viz gouere e Kistinit, e-kichen Bulby ; da eil, eus ar seizh warnegent a viz gouere betek ar seizh a viz eost, ur veaj en Iwerzhon ; hag ur c'hamp eus al lun c'hwec'h d'ar sadorn unneg a viz gwengolo e Kistinit.

Ouzhpenn bevañ e brezhoneg, pediñ ha prederiñ, e vo ivez sportoù, «gwaregatan» ; Digoret eo d'an holl a oar «brezhoneg. Ar vugale a c'hell dont gant c'herent.

"Vince o More"

Jusqu'à ces derniers temps la plupart d'entre nous, bretons, ne connaissaient de l'histoire du peuple corse que les quelques lignes mensongères de nos manuels officiels de l'Histoire de France.

La Corse aurait été achetée à la République de Gênes dont elle était la colonie par le roi de France, ce qui aurait permis - O sagesse insondable de l'éternelle Providence ! - à Napoléon de "naître français".

Par ailleurs, l'image du Corse se confondait trop souvent aux yeux de la population avec celle du préfet, de l'adjudant ou du flic, bon serviteur, bon nègre, bon homme de main de l'une et indivisible, sans penser que peut-être, dans l'île de Beauté, au même moment, un préfet, un adjudant, un flic breton jouaient le même rôle et méritaient les mêmes qualificatifs : Suprême machiavélisme de notre Byzance à son déclin !

Auld alliance

Seuls les militants bretons avaient reconnu dans le peuple corse un peuple frère dont le combat était le nôtre, contre le même oppresseur. Le 12 Septembre 1927, Petru Rocca, leader des patriotes corses, signe la charte de fondation du "Comité central des Minorités Nationales de France" aux côtés de l'alsacien Paul Schall et des bretons Morvan Marchall et Olier Mordrel.

Le corse est une langue

Les Corses parlent un dialecte toscan très proche de l'italien littéraire. Depuis les origines et jusqu'en 1789, cette langue était restée la seule langue officielle et écrite. Cependant un groupe d'écrivains et de savants réunis autour de la revue "U Muntese" ont codifié la "langue" corse et un "Assimil" Corse a été édité il y a quelques années.

La Corse est un île

Il n'est nul doute que l'insularité n'ait encore renforcé le caractère extrêmement particulier du peuple Corse et ne l'ait aidé à conserver sa cohésion et sa remarquable unité.

La Corse est loin du continent, loin de la France et les communications ne sont pas toujours des meilleures. Géographiquement comme ethniquement et linguistiquement la Corse appartient à l'ensemble italique et ses problèmes ne sont pas très différents de ceux de la Sardaigne et de la Sicile, les deux grandes îles voisines.

La Corse est une histoire

Tout au long du Moyen-Age et de la Renaissance et jusqu'à la fin du XVIII^e siècle la Corse fait partie de ce monde italien politiquement divisé en principautés indépendantes avec des personnalités très originales et des traits ethniques souvent différents mais unies par une identité de culture.

Avant l'invasion française au XVIII^e siècle les contacts entre la Corse et la France sont inexistantes. Après une longue lutte contre la République de Gênes qui occupe certains de ses ports la Corse achève de se libérer sous le sage gouvernement de Pascale Paoli, le plus démocratique de cette époque, qui fait l'admiration de l'Europe des lumières.

Gênes ne possédait donc la Corse ni en fait ni en droit. Elle a vendu à la France ce qui ne lui appartenait pas, mais cette fiction va servir de prétexte aux français pour se lancer dans la conquête militaire de l'île sous les regards d'une Europe indignée mais impuissante. Le roi Frédéric de Prusse a envoyé à Paoli en témoignage de sa haute estime une épée dont la lame portait les mots "Patria-Libertas" mais ne lui envoie pas de grenadiers, 30.000 français débarquent à Ajaccio sous le commandement de Marboeuf. A Corte les députés Corses réunis le 22 Mai 1768 sous la présidence de Paoli proclament la levée en masse contre l'envahisseur au cri unanime de "Guerre, guerre, guerre aux français !", mais malgré une résistance héroïque la petite armée corse est écrasée sous le nombre à Pontenovo. Paoli doit s'exiler à Londres, la Corse est annexée au royaume de France.

Elle se libérera encore une fois sous la Terreur, après la chute de la monarchie, rappelle Paoli et redevient un état indépendant sous la suzeraineté théorique et lointaine du roi d'Angleterre mais elle est reconquise par Bonaparte peu de temps après et incorporée à la République Française.

Par la suite le peuple Corse va connaître pendant plus d'un siècle un long sommeil. La France, surtout à partir de la III^e République va tenter d'assimiler le peuple corse tandis que l'absence de développement économique et industriel contraint des centaines de milliers de Corses à s'expatrier dans le monde entier mais principalement en France. La langue française devient seule langue officielle et le corse est pourchassé mais se maintient bien vivant dans toutes les couches de la population. La Corse se révèle inassimilable, le pays végété et s'appauvrit mais conserve sa personnalité. C'est sous la V^e République qu'une nouvelle politique va être inaugurée dont le résultat sera de vider peu à peu l'île de sa population autochtone pour la remplacer par une population venue de France ou d'ailleurs, francophone et docile.

La nécessité de réinstaller les colons français d'Afrique du Nord, les "Pieds-noirs", contraints de fuir l'Algérie ou le Maroc va fournir au gouvernement français le prétexte pour accélérer la francisation de l'île avec l'aide de tout un jeu de subventions refusées aux autochtones mais largement dispensées aux immigrants francophones. La France va favoriser l'installation de milliers de ces "Pieds-noirs" et de leurs serviteurs marocains. Agriculteurs compétents, ils achètent la terre à vil prix et la mettent en valeur, chassant peu à peu les Corses ethniques de leur propre pays. C'est contre cette dépossession que le peuple corse s'est dressé et qu'au cours des dernières années des mouvements dont les objectifs étaient d'abord extrêmement modérés sont venus, sous la pression de la nécessité et du fait d'une prise de conscience de plus en plus approfondie de la réalité, à se radicaliser très rapidement, passant du régionalisme à l'autonomisme. C'est l'évolution suivie par le plus important d'entre eux, l'ARC (Association pour la Renaissance de la Corse), une sorte de MOB à l'origine, dirigée par les frères Siméoni (Edmond et Marc) et interdit par le gouvernement français à la suite de l'affaire d'Aléria. D'autres mouvements plus avancés envisagent à présent le séparatisme complet tandis que les différentes organisations de résistance armée multiplient les attentats à l'explosif. C'est la "Justicia Paolina".

David et Goliath

Les événements d'Aléria sont encore dans toutes les mémoires. Le 17 Juillet 1975 la foule manifeste à Bastia et à Ajaccio au cri de "I Francesi fora" (Les Français à la porte), le 22, un engagement armé entre français et corses a fait deux morts du côté des forces de la police.

50 paysans corses armés de fusils de chasse et de quelques armes automatiques occupent la propriété d'un colon "pied-noir" et s'y retranchent en vue d'une résistance symbolique. Ils sont bientôt encerclés et assaillis par un millier de CRS supérieurement armés et disposant d'auto-mitrailleuses et répliquent au tir des grenades qui font deux morts parmi les "défenseurs de l'ordre". Le D^r Siméoni se livre alors aux français en échange de la sauvegarde de sa troupe qui va repartir en armes et drapeaux déployés à la stupéfaction de tous. Un certain nombre seront repris par la suite et incarcérés. L'ARC est dissoute.

La réaction des Corses est immédiate. La ville de Bastia connaît une nuit d'émeute au cours de laquelle une foule de jeunes gens armés de fusils de chasse et de carabines Winchester investissent la préfecture. Un autre CRS est tué. On compte de nombreux blessés de part et d'autre.

Dans les semaines qui suivront, le peuple corse va se mobiliser pour la libération des patriotes emprisonnés et la revendica-

tion de ses droits nationaux. Le 1^{er} Septembre, succès complet de l'opération Isola morta (Ile morte). La grève générale est presque totale. Le 14 Septembre, le rassemblement d'Ajaccio contre la répression connaît un immense succès. De toute l'île les manifestants affluent. A la fin de la manifestation plusieurs centaines de jeunes gens refusent de se disperser et assaillent la préfecture : Importants dégâts matériels, blessés et nouvelles arrestations.

Devant l'ampleur de ces réactions, le gouvernement de Paris semble désespéré. Il multiplie les demi-mesures, rompt les préfets français par des préfets d'origine corse et feint de ne considérer le problème corse que comme un problème économique ou un "réflexe d'insularité".

Mais le courage paie ; sous l'impact de la révolte des Corses un vaste mouvement d'opinion se déclenche en France même favorable à une certaine autonomie régionale tandis que les représentants des minorités nationales de l'Hexagone : Bretons, Alsaciens, Flamands, Occitans, Basques et Catalans se déclarent solidaires des patriotes corses défenseurs de la liberté.

Les Corses le dos au mur

Vince o More. Aujourd'hui, et non pas demain, les Corses doivent vaincre ou mourir. S'ils ne parviennent pas à reconquérir assez de liberté pour reprendre en main la direction de leurs affaires propres, ils seront submergés. Le gouvernement français suit en Corse une politique analogue à celle que les Russes pratiquent de leur côté, avec autant de succès, dans les Pays Baltes où le nombre de leurs ressortissants en Lettonie par exemple dépasse à présent celui des Lettons. Le jour où les "Corses historiques" seront devenus minoritaires dans leur propre pays, ils n'auront plus qu'à baisser la tête et s'en aller à leur tour.



LA BANQUE DE BRETAGNE

Après l'étatisation de la Banque de Bretagne et la polémique qu'elle a soulevée, il nous a semblé intéressant de connaître le point de vue de son ancien président, Jean ROUYER, limogé par l'actuel gouvernement.

-REPUBLIQUE BRETONNE : Jean ROUYER, vous êtes rentré à la Banque de Bretagne le 1^{er} Février 1943. Vous y avez donc passé trente-neuf ans. Engagé comme caissier, vous avez successivement occupé les postes de démarcheur, secrétaire de direction, directeur général pour finir comme président de la banque en 1969.

Par ailleurs, vous avez été président du Comité Economique et Social de janvier 1974 à septembre 1976 et président de la Chambre Régionale de Commerce de janvier 1977 à juin 1978.

Après cette rapide présentation, pouvez-vous nous tracer un bref historique de la Banque de Bretagne ?

Jean ROUYER : La Banque de Bretagne a été créée en 1909 avec deux agences Rennes et Loudéac. Très vite, elle s'est étendue à Pontivy, La Guerche, Saint-Malo, Redon, Vitré, etc... Puis la première guerre mondiale a rhaqué un coup d'arrêt et il a fallu attendre le début des années 20 pour assister à un redémarrage.

Evidemment, son développement, à cette époque, ne va pas sans inquiéter d'autres banques, en particulier, le Crédit Nantais. La Banque de Bretagne couvrait un axe Nord (Ille-et-Vilaine, Côtes-du-Nord, Léon), le Crédit Nantais, un axe Sud (Loire-Atlantique, Vannetais, Cornouaille). Ces axes correspondent en fait aux deux zones d'influence économique de la Bretagne. Une tentative d'accord avec le Crédit Nantais a échoué en 1948, butant sur la sempiternelle rivalité Rennes-Nantes. Pour la petite histoire, le Crédit Nantais s'est, depuis, "acquiné" avec le Crédit de l'Ouest, banque angevine, pour former en 1949 le C.I.O. qui s'étend non seulement en Bretagne mais dans tout l'ouest de la France.

A cette époque, la Banque de Bretagne couvre déjà quatre départements Bretons.

R.B. - Pouvez-vous nous parler maintenant du fonctionnement de la Banque de Bretagne « au temps de son indépendance »...

J.R. - Eh bien, 90 % de son capital est aux mains des Bretons, il se répartit de la façon suivante : - 15 % du capital aux mains du personnel de la banque (soit à cause de la loi sur les 3 %, soit parce qu'ils ont acheté eux-mêmes des actions) - 3,6 % du capital aux mains du C.I.C., Crédit Industriel et Commercial, qui - bien que contrôlant une bonne partie des banques régionales - n'a jamais réussi, en ce qui nous concerne, à augmenter ses parts. - le reste est réparti entre les divers actionnaires : à peu près 5 600 personnes pour 824 000 actions. La plupart des actionnaires ayant moins de 0,5 % des actions...

R.B. - Et le personnel ? les syndicats ?

J.R. - La totalité des membres du personnel se chiffre à environ 1 150 personnes. Quant aux syndicats, F.O. est majoritaire avec 70 % des voix. Vient ensuite la C.G.C. avec 18 %, puis la C.G.T. et la C.F.T.C. qui se partagent 10 % et enfin la C.F.D.T. très minoritaire avec 2 % des voix.

R.B. - Et l'aspect breton de la Banque de Bretagne...

J.R. - D'abord, tout notre personnel est formé de Bretons recrutés sur place, et plus de 90 % des cadres ont commencé comme employés à la Banque. Ensuite, le centre de décision est - au plus loin - à Rennes. La plupart du temps, il se trouve dans les agences elles-mêmes. Les administrateurs, au nombre de douze, sont également Bretons, exception faite de deux parisiens. Toute l'épargne est collectée en Bretagne et redistribuée dans l'économie bretonne exclusivement.

Son rôle ? Disons que la Banque de Bretagne cherchait, par son personnel, ses administrateurs, sa permanence et sa présence sur le terrain à maintenir dans ce pays un organisme financier qui évite la dispersion des efforts et casse le monopole des banques françaises.

Certes, nous avons un bureau à Montparnasse mais dans le seul but de maintenir une entité bretonne à Paris et à Rungis puisque 50 % de l'activité agricole et agro-alimentaire bretonne passe par là. C'est donc le complément d'un développement breton.

Sans prétendre représenter la Bretagne, on peut dire que la Banque de Bretagne a été un outil au service de celle-ci. Elle a favorisé l'économie bretonne en aidant au financement par exemple de la coopérative de Landerneau, la CECAB à Vannes, le Guessan, les Britanny-Ferries, des P.M.E. Bretonnes, etc... Elle a également participé au financement de certaines associations comme l'E.P.R. pour ses deux films, ou l'UNIVEM, une association pour la défense de l'environnement dans le Morbihan. La Banque de Bretagne est aussi à l'origine du S.D.R. et de l'I.P.O.

R.B. - Vous définissez votre entreprise comme bretonne mais comment expliquez-vous la quasi-absence de la Banque de Bretagne dans le Pays Nantais ?

ESCI FORA !

(Les Français dehors !)

Conférence de Presse C.C.N

Le sigle C.C.N. que certains connaissent déjà bien, signifie "Consulta di i Cunitati Nazionalisti", c'est à dire, en français : conseil, assemblée, des comités nationalistes.

Notre mouvement est né après les événements de Bastelica-Ajaccio en 1980. Quoique nouveau par sa démarche, il se situait dans le droit fil du courant nationaliste corse. La C.C.N. est aujourd'hui l'expression publique du mouvement nationaliste révolutionnaire. Dans le cadre de ses activités, et aussi eu égard à la situation, la Consulta a décidé de venir préciser ses positions politiques ici même, à Paris, capitale de la France.

- tout d'abord, présenter la nouvelle politique française en Corse, - ensuite, annoncer les réponses de la C.C.N. face à cette politique.

1) LA NOUVELLE POLITIQUE FRANÇAISE EN CORSE

L'état français a donné une dénomination à cette politique : statut particulier. Que représentait ce statut, que représente-t-il aujourd'hui ? Lorsque le parti socialiste était dans l'opposition, il a du faire preuve de réalisme politique ; pour ne pas marginaliser et décourager ses militants corses, un projet de statut avait été entériné, même s'il avait pour

cela fallu dépasser les propositions nationales des socialistes sur la décentralisation. Ce fut l'objet de la proposition de loi de 1977.

Nul ne devait en être dupe ; cette revendication face au pouvoir d'alors visait à récupérer et détourner les luttes nationalistes corses et cela, c'était indiscutable, à des fins strictement électoralistes. D'ailleurs d'autres partis de la gauche française suivirent le PS et avancèrent leurs variantes.

Alors, les nationalistes corses avaient-ils eu raison de dénoncer et rejeter ces propositions ? Eh bien, l'esprit électoraliste qui soutenait ces démarches de l'opposition d'alors, l'approche superficielle et volontairement bloquée du problème corse qu'elles représentaient, la négation instituée des droits nationaux du peuple corse,

Tout cela nous amène à répéter que nous ne nous étions pas trompés !

Mais alors, existe-t-il actuellement des raisons d'envisager le contraire ? Aujourd'hui, ce n'est pas la droite qui est au pouvoir et le parlement français a adopté les principes d'un statut pour la Corse et le gouvernement les impose souverainement au peuple corse.

Mais quel est donc ce statut ?

La démagogie électorale d'hier s'est trouvée confirmée. Quant au peu de contenu réel que certains avaient cru entrevoir, eh bien, ce contenu supposé s'est dilué inexorablement. Et nous irons à la banalité en disant, avec tant d'autres, d'ailleurs de tous les horizons, que ce statut n'a plus rien de particulier.

Pour autant, si nous condamnons l'aspect dérisoire et insidieux du cadre institutionnel proposé par la nouvelle politique française en Corse, pourrions nous aller jusqu'à dire que la nouvelle pratique est source d'espérances ? Une année de nouveau pouvoir est là pour répondre : la C.C.N. est un mouvement responsable et lucide et nous reconnaitrons donc que, bien sûr, des choses ont changé.

La libération des prisonniers politiques, mais il est aussi vrai que le peuple a du descendre dans la rue pour que l'accomplissement soit total ;

- la dissolution de la CSE il est fait incontestable
- il y a certes une nouvelle pratique de la liberté d'expression, notamment au niveau des médias d'état. Les nationalistes y ont accès dans une certaine mesure. Mais on a vu avec quelles limites.
- nous connaissons l'apparence d'une trêve dans la répression policière ou politique.
- le peuple corse connaît aussi de nouveaux interlocuteurs dans l'état français.

Mais ce même souci de responsabilité lucide nous amène à dire que ces changements ne présentent pas un lourd lorsqu'il faut constater, un an après que :

- la colonisation de peuplement se poursuit et s'empêche ; les français continuent d'envahir la Corse et d'occuper

les postes clés de l'activité socio-économique

- l'occupation militaire se perpétue et même se renforce : ainsi la légion restera en Corse, MM. Herzu et Defarrel le confirment. C'est là une véritable provocation quand on pense aux appels de l'opposition d'hier pour son départ et même sa dissolution ! Par ailleurs, quinze nouvelles gendarmeries ont vu leur construction débiter et s'achever, aucune mesure réelle pour garantir une expression démocratique des corses, les pratiques clanistes et les détournements de la démocratie demeurent, sont amnistifiés, oubliés voire même encouragés au bénéfice des nouveaux maîtres de l'état

L'Université est assassinée dans son berceau par un refus délibéré de lui reconnaître droit et lui accorder les moyens nécessaires. Les étudiants corses sont chassés une fois de plus vers les universités de France ou le chômage. De plus, tout est entrepris pour discréditer l'université corse et programmer sa disparition, comme si cette jeunesse en plein centre de la Corse faisait peur !



- la lutte des travailleurs corses contre les pratiques de l'exploitation coloniale, pour leurs emplois et leur dignité, n'est pas plus prise en compte aujourd'hui que précédemment.
- le monde agricole doit encore et toujours céder à l'assistance alors qu'il demande réforme agraire et restructuration économique.
- la spéculation immobilière continue de ravager les zones côtières et rien n'est avancé pour mettre au pas les trusts européens du tourisme et pour contrôler leurs bénéfices lesquels s'évaluent du sol où ils sont produits.
- la politique énergétique du précédent pouvoir, largement condamnée par ceux qui sont aujourd'hui l'état français, n'est pas remise en cause malgré les choix et les procédures scandaleuses qui ont engagé cette politique.
- enfin et plus simplement car c'est la seule et unique question décisive,

qu'en est-il de la reconnaissance du peuple corse et de ses droits nationaux à quand l'engagement d'une décolonisation véritable ?

Ni processus engagé, Ni volonté affirmée de l'engager !
Oui, drôle de changement !

Et que dire de ces élections pour une assemblée de corse que nous proposons gracieusement l'état français dans son statut si particulier ?

Les élections à l'assemblée de Corse

Très simplement, mais sans ambiguïtés, pour qualifier ces élections, nous pourrions nous contenter de vous présenter cette affiche qui dès ce soir couvrira les murs de Corse : TRAPPULA c'est à dire, en français, le piège de la duperie.

- piège parce que ces élections constituent aujourd'hui une arme redoutable de l'état français. Jusqu'à ce jour, la lutte nationale corse n'avait jamais accepté les règles du jeu imposées par l'état français et tout particulièrement lorsqu'elles étaient de nature à mettre en jeu les intérêts fondamentaux du peuple corse.

Bien conscients de cette lucidité et de cette détermination des nationalistes, les nouveaux tenants de l'état français ont opéré une large politique de séduction : l'objectif est clair, c'est la normalisation du mouvement national. L'état français sait pertinemment, et saura faire en sorte que chaque participation ou engagement dans ce scrutin apparaisse comme une caution inestimable - à ses yeux - de sa politique de colonisation. Le piège n'était pas si grossier, et on a mis, à juste titre hélas, sur une fébrilité du courant réformiste corse qui espère ainsi gagner, face au seul colonialisme, une pseudo légitimité ;

Piège que ces élections car elles prétendent apporter la démocratie en corse, mais quelle démocratie, quelle expression démocratique souveraine ?

- le "peuple corse", alibi du préambule du statut, mais on feint d'ignorer qu'il n'y a plus en corse que 110.000 corses sur 235.000 habitants...
- les électeurs corses, peut-être, mais ces 60.000 électeurs inscrits en corse et qui n'y résident pas ?
- une population française en Corse, mais où comptabiliser les 60.000 étrangers non-français qui forment près du tiers de la population...

Voici ce que signifie, aux yeux de l'état français, le mot "peuple corse". Un alibi facile. Donc, on élira une assemblée en Corse. Mais qui va voter au nom du peuple corse ? Le légionnaire de Kolwez qui le gendarme fortifié dans sa gendarmerie toute neuve, ou bien le fonctionnaire français nouvellement débarqué ? Comment sont-ils liés au peuple corse, tous ceux-là ?

Il faut donc rétablir le point zéro de la démocratie en corse. Par les corses et pour les corses. Mais alors que - rien ne permet de prévoir le rétablissement de la prééminence légitime des corses sur leur terre, - alors que rien n'est prévu pour enrayer l'exil et animer le retour des expatriés... à qui fut promise la consistance des emplois ! - alors que l'identité, la langue et la culture connaissent la péril mortel d'une francisation à outrance... et on avait promis le bilinguisme...

suite page 8

Un Corse s'absente

Les émigrés sont-ils totalement perdus pour la mère patrie ? "Jamais", a répondu Maître de Morro Giferri, célèbre avocat corse ; "un Corse ne s'exile pas, il s'absente". De même que d'après l'ancienne législation allemande, les émigrés et les fils d'émigrés allemands conservaient toujours leur ancienne nationalité parallèlement à la nouvelle qu'ils avaient pu prendre, de même un Corse aujourd'hui, où qu'il vive, laisse son cœur en son pays. Contraint de le quitter un temps, son départ n'est que "momentané". La nation Corse, c'est aussi celle des corses dispersés.

La liberté indivisible

Les Corses sont une petite nation, mais ils nous ont donné l'exemple de l'honneur et du courage. Face à une situation extrêmement difficile ils ont réagi en hommes.

Mais les Corses ne sont pas seuls au monde ; la cause qu'ils défendent est celle de toutes les nations opprimées, particulièrement celle de toute les nationalités de l'Europe de l'Ouest.

Frères Corses, notre front passe par vos cités : Ajaccio, Bastia, Corte, comme votre front passe aussi par Belfast, par Brest, par Cardiff, par Strasbourg, par Bilbao et par Barcelone.

Frères Corses, vous avez brandi les torches de la liberté et nous éclairiez notre route en même temps que la vôtre.

La Liberté est indivisible.

Volandry.

6 ET 7 AOUT RASSEMBLEMENT INTER - NATIONALISTES A CORTE

J.R. - Nous avons quand même un bureau à La Baule et un autre à Nantes.

Pourquoi ne nous sommes-nous pas installés plus tôt en pays nantais ? A cause des accords réciproques que nous avons avec d'autres banques. De plus, avant 1970, les règles législatives ne nous permettaient pas de le faire. Il était dans nos projets à court terme - avant la nationalisation - de nous installer à Chateaubriant et à plus long terme à St Nazaire et à Ponchateau. Nous voulions nous implanter en Pays Nantais.

Je ne chercherais pas à vous faire croire que je défends la Bretagne intégrale pour des raisons historiques ; il s'agit pour moi de raisons économiques. La Bretagne a besoin de s'appuyer sur la Basse-Loire.

R.B. - Après ces principes généraux, un détail non sans importance : comment expliquez-vous qu'une banque française, le Crédit Mutuel de Bretagne, ait lancé la première initiative des chèques en breton ?

J.R. - Tout d'abord, le C.M.B. n'est pas une banque française mais bretonne, totalement indépendante, et dont le siège est à Landerneau.

Ensuite, je n'ai jamais remarqué que les Chèques en breton aient été un phénomène de masse. Tout au plus recevions-nous une quinzaine de chèques en breton par an. Enfin, vous le savez, le libellé n'a aucune valeur, seul compte ce qu'écrit le client - rien n'empêche nos clients d'employer nos chèquiers actuels en utilisant le breton.

R.B. - Venons-en à l'étatisation de la Banque de Bretagne.

J.R. - C'est très simple : il n'y a plus maintenant qu'un seul actionnaire : l'état français. C'est Paris qui va diriger, nommer les gérants et orienter la politique économique.

Que deviendra la Banque de Bretagne ? Il est trop tôt pour le dire. Ce qui est sûr, c'est que la Bretagne n'aura plus le moindre contrôle sur cette banque qui ne dépendra plus des forces vives du pays.

Après mon licenciement, l'état français a mis en place un administrateur provisoire : Gilbert MOCH - 52 ans (1) qui vient du Crédit Lyonnais. Son rôle : préparer la nomination d'un conseil d'administration désigné par l'état. D'où suppression du contrôle breton et de fait, de l'utilisation de son épargne.

Quand ce conseil sera désigné, son rôle sera d'appliquer les consignes de l'état français.

A NOTRE AVIS...

Ne voir dans l'affaire de la Banque de Bretagne que la réalisation d'un programme socialiste et s'en tenir là - en discutant par exemple du bien fondé ou non d'un tel programme - serait un non-sens. Ce serait ne pas tenir compte d'un élément qui modifie toutes les données du problème.

En premier lieu, en effet, il est nécessaire de faire la distinction entre nationalisation et étatisation. Dans le premier cas, le Peuple dirige, dans le second, c'est l'Etat.

Il n'y a pas eu nationalisation de la Banque de Bretagne mais étatisation et, de surcroît, au profit d'un état colonial.

En d'autres termes : un pas de plus a été accompli dans la mise sous contrôle d'une économie qui tend par ailleurs à se libérer (2).

La politique de l'Etat français vis-à-vis de notre économie a, sous tous les régimes, été limpide : pour maintenir la Bretagne dans un état de sujétion et de mendicité, il faut la persuader qu'elle est pauvre...

Par exemple, au début du siècle, on cherchait de traiter le minerai de fer breton avec du charbon gallois («achez français»). Résultat : les forges de Trignac ferment. Aujourd'hui, elles sont en ruines.

Rien n'a changé depuis, l'Etat fixe à Tilly un plafond de chiffre d'affaires, interdit à Edouard Leclerc d'importer du pétrole, etc...

Maintenant on étatisé la Banque de Bretagne. Résultat : les capitaux dont elle disposait quittent la Bretagne. Celle-ci ne dispose plus de moyens qui lui soient propres pour réaliser quel que ce soit. Elle doit, plus que jamais, aller mendier en France.

En tant que séparatistes, nous ne pouvons qu'encourager l'indépendantisme économique. Lorsque, dans l'état actuel des choses, le capitalisme breton s'oppose à l'état colonial - comme dans le cas de la Banque de Bretagne - ou au capitalisme étranger - comme dans le conflit Brittany-Ferries/T.T. Line à St-Malo - nous devons d'avoir une attitude responsable et donc soutenir le capitalisme breton par solidarité nationale. (3).

On a trop souvent entendu répéter «si vous étiez indépendant de quoi vivriez-vous ?» pour refuser de verser dans la démagogie. Certes, indépendants, nous vivrions de bien peu de choses si les richesses de notre pays, si le travail de générations de Bretons n'ont servi qu'à enrichir le voisin.

On se plaint du chômage «particulièrement élevé en Bretagne»... mais si, lorsqu'une entreprise veut se créer, lorsqu'une coopérative veut se développer, l'une ou l'autre doivent aller chercher à l'extérieur des capitaux, qui gardera le contrôle ? Les Bretons qui ont eu les idées ou les Français qui ont redistribué l'argent ?

En fait, l'étatisation de la Banque de Bretagne, loin d'être un progrès dans une voie socialiste est une attaque de plus contre le peuple breton.

Ce cas illustre bien l'ambiguïté du slogan «Bretagne socialiste». Si ceux qui l'emploient ne précisent pas que cette Bretagne - avant de pouvoir envisager d'être socialiste - doit être indépendante, ce slogan est un non-sens.

La «socialisation» d'une Bretagne colonisée ne peut se faire qu'au profit de l'état colonial et donc aux dépens du Peuple concerné.

Là encore, la première contradiction à réduire, c'est donc l'OPPRESSION NATIONALE.

...Aucun programme politique viable ne peut être envisagé à long terme sur des bases fausses...

...Aucun programme socialiste ne peut être basé sur un système d'oppression coloniale... (4).

...Aucune «nationalisation» ne peut être faite en Bretagne si ce n'est pas la Nation et donc le Peuple breton qui en bénéficie.

Et s'il doit y avoir «appropriation nationale des moyens de production et d'échanges» autant que notre Peuple s'approprie une économie florissante... pas des ruines !

Hoel ARGWRACH

(1) Neveu de Jules MOCH, Ministre socialiste de l'intérieur durant la quatrième république, qui avait réprimé dans le sang les grèves ouvrières de fin 47, début 48.

(2) Voir les articles parus dans République Bretonne à ce sujet, sur l'agro-alimentaire entre-autre.

(3) Il est évident par contre que, dans le cadre d'un conflit interne (travailleurs Bretons/capitalisme Breton), nous sommes du côté du Peuple.

(4) Ho-Chi-Minh, l'ayant très bien compris, avait quitté le Parti Communiste Français pour constituer un Parti Communiste Indochinois, indépendantiste et anti-colonialiste.

BRETAGNE = COLONIE

Sans être une découverte de l'UDB, ce slogan a constitué et constitue la pierre fondamentale de la propagande UDB.

Il permet :

- de signifier sans le dire vraiment que la Bretagne est une nation,
- de se situer dans le camp anticolonialiste (donc à gauche)

Seulement, comme l'a dit Reun L'Hostis au congrès de Nantes «colonie» suppose «colonisateur». Evident... Continuons le raisonnement : qui est le colonisateur ? l'état français. Tout le monde est d'accord. Quelle est l'actuelle composition de cet état ? Une coalition de partis de gauche.

Et que dit par ailleurs l'UDB ? quelle est «La 3ème composante de la majorité en Bretagne».

Alors, question : dans quel camp est l'UDB ? dans le camp du colonisateur ou dans celui de l'anticolonialisme ?

Sans nul doute voilà la contradiction majeure dans laquelle se débat l'UDB en ce moment. Il n'y a pas à nier l'intérêt qu'il y avait de faire pénétrer des revendications bretonnes chez les partis de gauche français.

Cette position se justifiait tant que ces partis étaient dans l'opposition. Conserver cette attitude présente aujourd'hui un risque énorme. Quand la gauche se prendra un bouillon, ce que nous n'espérons pas pour les français, les formations qui l'ont soutenue en feront autant. Et pourquoi la gauche française ne prendrait-elle pas un bouillon en Bretagne ? L'usure du pouvoir, les compromissions, les promesses non tenues (Le Carnet, Nantes en Bretagne...) Tout cela pèsera lourd un jour...

On avait cru un moment que l'UDB s'acheminait vers une stratégie séparatiste. Ainsi la consigne d'abstention lors des dernières élections présidentielles. Cette consigne laissait supposer une position de rupture avec la politique française. Quelque temps après, l'UDB reprenait son ancienne stratégie d'alliance avec les partis de gauche français. J'imagine que des changements d'orientation aussi soudains ont dû perturber quelque peu les militants UDB.

Où en sont-ils ces militants UDB ? Les mauvaises langues prétendent que de 2 000, ils ne sont plus maintenant que 800.

On remarque aussi que de plus en plus s'affirme une tendance résolument nationaliste :

- à St-Nazaire,
- à Rennes (qui a posé franchement la question de l'indépendantisme au congrès de Nantes),
- dans le Trégor-Goëlo (comme par hasard, la fédération de l'UDB qui a fait le meilleur score aux dernières élections cantonales avec une moyenne de 7,12 %).

A côté de cela, il reste une tendance (exemple Nantes) dont l'objectif presque unique consiste à se sentir à gauche et surtout à ne pas heurter la gauche française. Cette tendance sera beaucoup plus à l'aise en rejoignant la gauche française qu'en restant dans une formation par trop bretonne. Ronan Le Prohon, le chef historique, l'a fort bien compris...

En bref, la Bretagne n'est plus une colonie car l'état est à gauche (et donc anticolonialiste) il n'y a donc plus de problème breton, donc plus aucune raison pour l'UDB d'exister et logique, Ronan Le Prohon va noyauter le P.S. Si seulement il pouvait entraîner à sa suite tous les francophiles du parti autonomiste...

Nous pensons nous, que l'avenir donnera raison à ceux qui, en dehors ou contre la politique française, se sont fixé comme objectif la séparation intégrale d'avec la France et l'instauration d'une République Bretonne.

Le jour où les masses populaires bretonnes, lassées d'une droite perfide déçues par une gauche française incapable, cesseront de regarder vers Paris, Y AURA-T-IL UNE AUTRE ALTERNATIVE QUE LA TENTATION SEPARATISTE ?

Hoel ARGWRACH

EMGANN

Après la conférence de presse du 15 Juin à Rennes, annonçant la création d'un nouveau parti nationaliste breton, il a semblé intéressant à République Bretonne d'en savoir plus.

Nous avons donc rencontré le secrétaire national aux affaires extérieures d'EMGANN.

R.B. Tout d'abord, quelle est l'origine d'EMGANN ?

EMGANN - Après la suppression de la cour de sûreté de l'état et l'amnistie des prisonniers politiques Bretons, les K.A.D. n'avaient momentanément plus de raisons de fonctionner. On pourrait dire qu'EMGANN existe -de facto- depuis cette époque où il nous a semblé impératif de créer une organisation pour défendre les choix politiques de la plupart des militants K.A.D. EMGANN a été lancé officiellement le 15 Juin.

Sa composition ? Des militants K.A.D., des sympathisants K.A.D., d'anciens détenus F.L.B.

R.B. Peux-tu nous résumer en quelques mots les buts du parti ?

EMGANN - Ce n'est pas un parti mais une organisation. La dénomination officielle est : «EMGANN ; mouvement de libération nationale du Peuple Breton pour le socialisme autogestionnaire».

L'intitulé résume bien les deux axes du mouvement :

- la lutte de libération nationale
- l'instauration du socialisme autogestionnaire.

L'existence de la Nation et du Peuple Breton ne fait pour nous aucun doute. L'ennemi c'est l'oppression coloniale, y compris depuis le 10 mai. Il est évident que malgré l'arrivée de la gauche française au pouvoir les problèmes de fonds (tourisme, armée, exploitation capitaliste, etc...) restent les mêmes. Notre but est donc de mettre fin au colonialisme en Bretagne.

R.B. Le S.P.V., Parti Républicain Breton, s'est prononcé pour le «Frontisme», c'est-à-dire pour une collaboration tactique avec la petite et éventuellement la moyenne bourgeoisie. Qu'en pense Emgann ?

EMGANN - Nous refusons toute collaboration de classe avec la bourgeoisie. Celle qui, évidemment, a un poids dans la société en exploitant les travailleurs. Donc la Grande Bourgeoisie (et dans une certaine mesure, la moyenne).

Notre objectif, c'est la création d'un ETAT SOCIALISTE BRETON. Ce n'est pas une finalité. Nous disons que l'Etat sera - à un moment historique donné - un instrument pour la libération du Peuple Breton. La finalité, c'est de rendre les Bretons et les Bretonnes maîtres et maîtresses de leur destin.

R.B. Vous vous dites nationalistes. En quoi votre nationalisme diffère-t-il du nationalisme de droite ou du nationalisme sentimental qui caractérise l'Emsav.

EMGANN - Evidemment, qui dit Nation dit nationalisme, mais pour nous ce qui compose la Nation, c'est le Peuple. Notre nationalisme n'est donc pas fondé sur une élite mais sur le Peuple.

Il y a là une distinction fondamentale avec le nationalisme de droite. De plus, notre nationalisme est lié à la lutte pour le socialisme...

R.B. Emgann se situe-t-il donc, comme le S.P.V. en rupture par rapport à l'EMSAV ou en constitue-t-il une composante ?

EMGANN - Dans la mesure où Emsav veut dire «soulèvement» nous sommes partie intégrante de ce soulèvement, mais si on appelle EMSAV cet espèce de magna politico-culturel qui sévit en Bretagne, je dirai que, dans notre travail, nous n'en avons jamais fait cas, sauf pour en critiquer les erreurs.

L'EMSAV ne représente plus grand chose dans les luttes politiques actuelles en Bretagne.

Le F.L.B., ces dernières années, s'était dégagé de l'Emsav. Il développait sa propre analyse et sa propre stratégie. L'EMSAV n'a rien compris aux luttes nouvelles : femmes, écologie, insoumission, etc... c'est devenu un truc vieux et décati ; il n'a plus rien à dire.

R.B. Pour des nationalistes, il y a deux tactiques possibles : l'autonomisme (considéré comme un premier stade avant l'indépendance) et le séparatisme. Laquelle avez-vous choisie ?

EMGANN - En tous cas, c'est clair, nous ne sommes pas autonomistes. Quant au séparatisme... il n'est pas nominalement cité mais nous disons clairement que nous luttons pour la création d'un Etat National.

Il y a là, de toute évidence, une sensibilité indépendantiste. Voilà...

NOUS, RASSEMBLEMENT NATIONAL DES BRETONS NATIONALISTO-GAUCHISTO-ESOTERICO-MARXISTO-NEO DRUIDICO - BOUDDHISTE LORS DE NOTRE CONGRES CI- PRESENT AONS ARRÊTÉ LA MOTION SUIVANTE...

TU PARLES... T'ES TOUT SEUL DANS TON MOUVEMENT...

JUSTEMENT... C'EST POUR ÇA QUE NOTRE LIGNE EST SI CLAIRE



Mais je voudrais parler d'un autre choix qu'on oublie tout le temps, c'est l'inter-nationalisme qui se traduit pour nous par une solidarité avec :

- Les Peuples qui mènent des luttes de libération nationale
- Les peuples du tiers-monde victimes du néo-colonialisme
- Les travailleurs ou autres victimes de l'exploitation.

R.B. Hag ar brezhoneg ?

EMGANN - Evit an divyezhegezh omp. An holl traoù aozet gant «Emgann» (traktoù, skritelloù, hor manifesto politikel, hag all) a vo skrivet e brezhoneg hag e galleg.

Evit lavarout hor sonj diwarbenn ar brezhoneg, e-barzh ar manifestadeg «Diwan» e oamp e Kemper gant ur giton ; «Brezhoneg, yezh vroadel : YA ! iz-yezh ranvroel : nann»

R.B. Vos contacts avec l'étranger ?

EMGANN - En gros, les organisations présentes au meeting de Guingamp, à savoir :

- Sinn Fein provisoire (EIRE)
- Welsh Republican Movement (CYMRU)
- Herri Batasuna (EUKZADI)
- Comités pour l'Amnistie (EUKZADI)
- Herri Taldeak (EUKZADI)
- Laguntza (EUKZADI)
- I.P.C. (Indépendance pour la Catalogne) ainsi que des organisations des «DOM/TOM...»

POUR NOUS :

Organisation objectivement séparatiste, Emgann nous est apparu durant cette interview, comme un élément important de la lutte du Peuple Breton vers l'indépendance.

La seule différence fondamentale que nous ayons pu constater avec notre propre Parti se situe au niveau stratégie. Le S.P.V. se définit comme parti de renversement et non de gouvernement, estimant illogique de préjuger de l'avenir. Pour nous, c'est au Peuple Breton de choisir son mode de gouvernement et la forme de ce dernier. Nous devons, en tant que parti de libération nationale lutter pour l'indépendance et pour l'instauration de la République Bretonne (quelle que soit sa forme). Cette république étant le «cadre» garantissant une véritable indépendance au Peuple Breton (éliminant donc les possibilités de néo-colonialisme économique, politique, culturel ou social)

première étape de toutes luttes d'émancipation.

Emgann, au contraire, se définit à la fois comme parti de libération et comme parti de gouvernement (voir réponse à notre question sur «les buts du parti»).

«Mettre la charrue -sinon avant- du moins au même niveau que les boeufs» n'est jamais apparu efficace et vouloir «aller trop vite» a souvent compromis les meilleurs buts.

Cependant, malgré cette divergence, nous pensons que la création d'un nouveau groupement séparatiste ne peut que faire encore avancer la lutte pour l'indépendance. Emgann, c'est certain, remplit un nouveau «craque» de l'échiquier politique breton. Saluons donc l'arrivée de ces camarades de combat...

P.O.B.L.



République Bretonne a reçu une plaquette intitulée : «La troisième voie», éditée par le P.O.B.L., le parti

pour l'organisation d'une Bretagne Libre, et dont voici le Préambule :

Le P.O.B.L. est un parti politique authentiquement national et porte parole de la légitimité bretonne foulée aux pieds depuis l'anéantissement par la contrainte des assemblées représentatives propres au peuple breton

Le P.O.B.L. considère que la Bretagne et le peuple breton ne peuvent être représentés de façon légitime par des hommes ou des partis soumis de fait ou intégrés à l'Etat français

L'objectif qu'il poursuit est la conquête pour la Bretagne de son autonomie nationale assurant au peuple breton l'exercice de tous les droits et libertés politiques, administratifs, économiques, sociaux, culturels et financiers nécessaires au maintien de son identité, au respect de sa dignité de peuple, à son épanouissement dans tous les domaines

L'autonomie nationale implique que le peuple breton, directement et par l'intermédiaire de ses représentants groupés au sein d'une Assemblée, élus dans le cadre de son territoire historique, soit en mesure de régler lui-même ses propres affaires et de diriger son propre destin au mieux de ses intérêts et de ses droits

Tous les pouvoirs de gouvernement et d'administration nécessaires à cet objectif, doivent donc être restitués au peuple breton

La Bretagne et le peuple breton retrouveront ainsi, adaptées à notre époque et à la situation actuelle de l'Europe, les libertés qu'ils avaient entendu se réserver lors de la conclusion de leur traité d'union avec la France

Le P.O.B.L. appelle tous les Bretons sans exception, au delà des idéologies et en particulier hors de l'échiquier politique français, à rejoindre son combat pour la nécessaire conquête de l'autonomie nationale

Nationaliste, le P.O.B.L., développe avant tout une contestation institutionnelle pour un état national et propose une stratégie électorale pour l'avènement d'une «Bretagne Libre».

nous faisons trois remarques :

- 1) Le flou de Bretagne Libre. «De Gaulle, dans un des ses voyages en Bretagne, a répondu fort justement à des manifestants qui scandaient «Québec Libre, Bretagne Libre» que cette dernière avait été libérée en 1945.

4 heures du matin, le huit août 1932 : une formidable explosion détruit dans sa niche, place de la Mairie à Rennes, le monument de la honte nationale celui qui, inauguré le 29 octobre 1911 veut commémorer le 4^e centenaire de l'occupation de la Bretagne par l'occupant séculaire

Edouard Heriot, Président du Conseil représente la France aux fêtes de l'annexion organisées à Vannes, car le Président de la République, Paul Doumer a été gracieusement assassiné par un russe exilé, Gorgonloff. Grande déclaration de cet homme politique, après avoir embrassé une petite bretonne qui lui remettait des fleurs : «Je comprends qu'une duchesse ait pu séduire deux rois de France».

Effectivement, Anne de Bretagne est à genoux devant le roi. L'attentat vient de réveiller le souvenir de 4 siècles de résistance, de rébellion, d'insurrection des bretons contre la France

Yann Sohier, le fondateur d'Ar s'autant sur le marche-pieds de la voiture officielle lance à la figure d'E. Heriot «Vive l'indépendance bretonne», en écho à Breiz atav : «les fêtes de l'annexion précéderont de peu celles de la désannexion».

Camille Le Mercier d'Erm, premier militant de l'emsav moderne avait été arrêté et jugé pour avoir sifflé le 29 octobre 1911 l'inauguration de cette Bretagne à genoux aux pieds de la France. Mais, le ou les responsables du premier acte de guerre du 20^e siècle contre l'occupant ne seront jamais retrouvés.

Et à 10 heures du matin, ce 8 août, un militant de l'époque saluera ce geste en sonnait du cor place de la Mairie à Rennes.

Depuis cette sonnerie n'a jamais cessée et elle salue les actes de bravoure des bretons insurgés.

Plus près de nous : Le Joint Français, Roc Tredudon, Versailles, Plogoff, les Insoumis Bretons.

Huit août 1982 : les républicains bretons qui ont pris le flambeau de la lutte pour l'indépendance nationale fêteront le 50^e anniversaire de cet acte qui a fait connaître au monde entier l'existence d'une Bretagne invaincue.



7 août 1932

Le traité du Verger, faisant suite à une défaite militaire était provisoire. Le traité de Vannes entérine l'annexion de fait et consacre l'union «perpétuelle» de la Bretagne et de la France. Il n'est pas le fait de deux pays qui décident librement de s'unir mais celui d'une nation victorieuse qui impose sa politique à une nation vaincue.

Certains esprits nébuleux font une distinction fumeuse entre 1532 «perte de l'indépendance» et la nuit du 4 août «perte d'une certaine autonomie». Mais après l'annexion, le 10 août 1488, les différents statuts qu'a eu la Bretagne, les divers gouvernements français qui se sont succédés ne sont que les phases d'une même colonisation.

Une date marque en noir l'histoire de notre pays : 1488, la perte de l'indépendance.

Pour les Républicains Bretons, le traité qui a concrétisé la fin de la souveraineté nationale doit avoir un seul destin : être déchiré par la proclamation de la République Bretonne et finir dans les poubelles de l'histoire.

En 1932, la France a voulu commémorer le traité de 1532 : c'est naturel. Le vainqueur a toujours plaisir - même quatre siècles après - à fêter le souvenir de sa victoire. Mais une défaite n'abat pas l'esprit d'un peuple et les Bretons ont répondu, tout aussi naturellement, en éliminant le monument destiné à leur rappeler qu'ils avaient été vaincus.

Cinquante ans après, ce sont des Bretons qui prétendent commémorer leur propre défaite... Seuls des esprits masochistes peuvent avoir ce type de projet.

Les peuples sains d'esprit fêtent leurs victoires, même partielles...

En août 1982, les Républicains Bretons fêteront un Anniversaire : celui de la destruction en 1932 du «monument de la honte».

1532 ... 1982

Le duché de Bretagne, le temps que son indépendance, était sans cesse en conflit avec l'impérialisme, tantôt anglais, tantôt français.

En 1488, l'une des nombreuses batailles qui opposaient les Bretons aux Français, se solda par une victoire éclatante de ces derniers. Les 6 000 morts de St-Aubin-du-Cormier, suivant la chute militaire de Châteaubriand, Fougères, etc. aboutirent à la signature le 10 août 1488 du traité du Verger.

Les clauses de celui-ci (cession des places fortes bretonnes à la France, hommage lige, appel des cours de justice au Parlement de Paris, interdiction de marier les héritiers du trône breton sans le consentement du roi de France) sonnent le glas de l'indépendance. La souveraineté de la Bretagne n'est plus qu'un souvenir dès ce 10 août 1488.

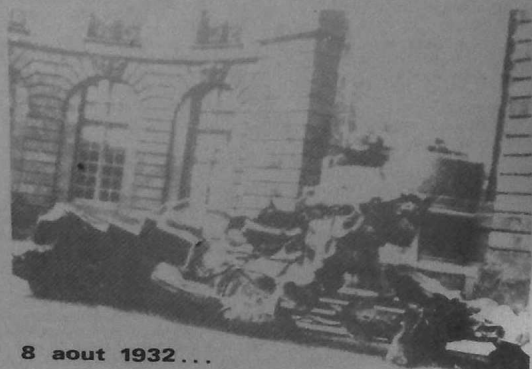
Il faut cependant quarante ans à la France pour entériner cette annexion de fait.

Le délai, à vrai dire, n'a rien de surprenant ; il faut laisser le temps d'acheter les classes dirigeantes et d'habituer le peuple à la présence des troupes françaises (Beaucoup d'historiens pensent d'ailleurs que l'annexion «de jure» et non plus «de facto» aussitôt après la défaite militaire aurait provoquée un soulèvement général).

Ce n'est donc qu'en 1532 qu'est signé, à Vannes, l'annexion «légitime» (1).

HOEL ARGWRACH

1932 ... 1982



8 août 1932...

Les aventures de Hagar Dunor



26-27 JUIN 1982 QUEST ÉTRANGE

199

FASCISTES ?

Il y a peu de temps, j'ai entendu des personnes accuser les membres du SPV d'être des Fascistes. A la suite de telles accusations, je me suis posé les questions suivantes :

- Est-on Fasciste lorsque l'on se dit Breton et non pas Français ?
- Est-on Fasciste lorsque l'on refuse l'intégration, l'assimilation d'une culture qui n'est pas la sienne ?
- Est-on Fasciste lorsque l'on ne veut plus voir son pays exploité, militarisé, nucléarisé, écartelé par un pays étranger ?
- Est-on Fasciste lorsque l'on refuse les décisions d'un pays qui opprime le sien et que l'on dresse la tête devant l'occupant ?

- Est-on Fasciste lorsque l'on lutte pour instaurer une République Bretonne ?

Personnellement, j'ai répondu non à toutes ces questions. J'en suis donc venu à me demander quelle définition du Fascisme pouvait avoir ces personnes.

Je n'ai toujours pas trouvé !

LORANS CONAN.

La France des droits de l'homme

Nous avons entendu à Aachen le «brillant» Président des Français, en compagnie de l'Helmut des Allemands, faire l'apologie de Carolus Magnus, qui réalisa l'unité de l'Europe au début des années 800. Le «brillant» Président n'a pas rappelé que l'Adolf des Allemands avait lui aussi refait l'unité de l'Europe, en copiant les méthodes de son illustre ancêtre germanique. Quarante années de guerres continuelles. Les «Barbares» vaincus avaient le choix: adorer la croix Très Chrétienne de l'Empereur et accepter le baptême. Ceux qui refusaient le baptême étaient décapités ou pendus. Les peuples soumis redevenaient très vite des insoumis. Pour mieux les asservir, les familles des principaux notables étaient prisonnières à la cour d'Aix. Ce bon Charlemagne, «protecteur des Arts et des Lettres», «promoteur de l'éducation nationale», l'Eglise reconnaissante en a fait un Saint. A cause de sa croix, différente de celle de son illustre cousin, l'Eglise n'a pas encore sanctifié Adolf, grand exterminateur de tous ces Juifs persécutés depuis toujours pour la crucifixion du Fils de Dieu.

1799. Le Peuple Français raccourcit bon nombre de ses seigneurs emplumés et arrogants. La bourgeoisie escamote la Révolution et produit une nouvelle classe de dirigeants bien plus corrompus que leurs prédécesseurs. Ce désordre enfante l'inévitable homme «providentiel». Les hordes du tyran promettent le drapeau de la «justice et de la Liberté» à travers l'Europe. Hitler et Staline ont éliminés des dizaines de millions d'humains. En 20 ans, l'Idole Impériale du Peuple Français, dans une Europe 4 à 5 fois moins peuplée, est responsable de la mort d'environ 7 à 8 millions de personnes. Remarquable performance, compte tenu des techniques très rudimentaires d'extermination de cette époque. Pour les Français, l'épopée napoléonienne est la plus glorieuse de l'histoire. Dans leur Panthéon, l'Aigle a une place privilégiée en compagnie de l'Aiglon.

Saignée par l'ogre impérial, la France s'offre le luxe d'un deuxième Napoléon qui, dans les années 1850 impose au Peuple Mexicain un Maximilien d'Autriche. Une armée française de 60 000 hommes ravage le Mexique. Toutes les abominations sont autorisées. Le Général en chef s'appelle Bazaine. Il se rend aux Prussiens en 1870 avec 300 000 hommes. Les ordres de bazaine au Mexique: pas de prisonniers, achever les blessés mexicains. C'est au Mexique que la célèbre Légion Etrangère inaugure sa longue et «Glorieuse» carrière de crimes. Quand son armée parade le 14 Juillet, c'est sa légion qui soulève l'admiration, l'enthousiasme du Peuple Français.

De 1940 à 1944, à Londres, Jeanne d'Arc en képi appelait les Français à la lutte contre l'occupant. Les Français, avec leur ventre affamé, étaient plus particulièrement occupés à se découvrir un opportun petit cousin breton, producteur de beurre et de lard. Bien sûr, ces occupants, il faudra bien les chasser un jour, après le débarquement des Américains qui, encore une fois, offriront leurs vies pour libérer les Français défenseurs des Droits de l'Homme.

1945. Les nouveaux dirigeants issus de la Résistance, ou parvenus dans le sillage du «libérateur», exigent la peine de mort pour tous les responsables nazis et leurs collaborateurs dans les pays occupés. Mais, les fours crématoires à peine éteints, le Général Duval réprime en Algérie: des dizaines de milliers de morts pour venger les 104 Français tués par les rebelles. Toujours

en 1945, à Haïphong, le Commandant Jubelin, avec les canons de la marine, fait des milliers de victimes. Les Japonais se sont retirés des Pays d'Indochine, mais la France se réinstalle dans son Indochine et en 1946, elle commence l'extermination des patriotes vietnamiens. En 1947, terrible répression à Madagascar. Des dizaines de milliers de Malgaches sont tués en quelques jours. Quelques dizaines d'intellectuels sont extraits des prisons de Tananarive. Après torture, ils sont ficelés et jetés dans des avions. Les colis sont réexpédiés en chute libre sur leurs villages d'origine. Ces horreurs soulèvent l'indignation, surtout à l'étranger. Ramadier, Président du Conseil, demande aux députés de rendre un hommage unanime au courage de l'armée attaquée et colonisée dans son honneur: tous les députés se lèvent, sauf le Ministre des Armées: Billoux. En 1949, De Gaulle, père de la guerre d'Indochine, déclare: «les excès de quelques caporaux ne peuvent pas atteindre l'honneur de notre armée qui se bat avec courage et dignité pour maintenir en Indochine la présence civilisatrice de La France et défendre les Libertés des Peuples». En 1967, après la Révolte des Bonnets Rouges, les soudards de Louis XIV violent, pillent, brûlent, pendent dans toute la Bretagne. Des petits Bretons de 8 ou 10 ans sont embrochés et rôtis vivants aux feux de camps (A. Decaux et A. Castelot - France Inter - la Révolte des Bonnets Rouges). En 1950 à Choddoc, Sud, Vietnam, le Colonel Chanson est exécuté par un patriote. 50

notables sont fusillés en représailles. Une compagnie de 14 Légion avec des véhicules est arrêtée par une zone marécageuse. Toute la population des villages environnants est réquisitionnée pour construire un remblai. L'ouvrage terminé, le Commandant Français fait ligoter hommes, femmes, enfants, environ 600 personnes disposées tête-bêche sur le remblai. Les véhicules en font de la bouillie. C'est un participant, le légionnaire Kassner, qui m'a fait le récit de ce carnage. De 1945 à 1963, en Indochine, en Algérie, l'Armée Française a exterminé plus de UN MILLION ET DEMI de personnes. Les services de renseignements ont torturé des centaines de milliers, des dizaines de milliers de liquidés. Les Légionnaires, la Coloniale, les Paras de Massu et Bigard ont fabriqué des dizaines d'Oradour sur Glane, ces villages rasés avec extermination de tous leurs habitants. J'ai vu en 1966 les Paras et la Légion rétablir d'ordre français à Djibouti: 63 morts: des adolescents, des enfants. L'Etat français est grand chasseur de criminels de guerre... étrangers, mais honore les siens.

Dans leur Bretagne ruinée après la perte de l'indépendance, les Bretons ignorants de leur histoire, gavés des mensonges de l'histoire de l'occupant, sont devenus une réserve de soldats disponibles pour les guerres des Rois, de l'Empire, des Républiques. Depuis 1789, plus de 1 200 000 Bretons ont été exterminés, ou sont morts au service de l'Etat le plus sanguinaire d'Europe, dont 240 000 pour redonner une carte d'identité française à des Elsassig-Lothringiens qui ne la demandaient pas. Dans leur réserve de chair à canon, les Bretons ont été, et sont encore, les meilleurs Sénégalais de la France.

ERWAN AN DU
RETRAITE LE CONQUET

TOURISTES !

Vocation touristique de la Bretagne, l'expression-clé, tarte à la crème de tous nos bons vieux politiciens est lachée. A partir de là et suivant la tendance, l'âge, la situation par rapport à la mer, au Mont St-Michel, au Parc d'Armorique... ou bien, il y a quelques années par rapport à Porsall; on agit dans les discours, un bon petit cocktail de lieux communs, et le tour est joué, le ballet bien réglé:

Chacun retrouve sa place, l'un président de ceci, d'accueil de cela, l'autre sa subvention (les deux vont généralement de pair!) le dernier, enfin, a bon espoir «que n'est ce pas l'an prochain...!»

Caricatural pensez-vous, même pas! Malheureusement.

Le tourisme breton meurt d'incompétence et de mendicité. Incompétence et main tendue, deux fils à un certain politique qui n'affecte pas que le tourisme.

Volontairement ici nous ne citerons pas de chiffres, nous les laissons aux politocrates qui les manient avec tant d'habileté, voyons la réalité.

Quand on nous parle de rénovation rurale, de revitalisation de zones désertées du centre, nous opposons que l'agriculture est la première richesse du pays et que l'apport du tourisme n'est qu'un appoint non négligeable, certes, mais nullement prioritaire.

Lorsque l'on propose d'aménager nos abers et nos ports pour la plaisance, nous répliquons que la pêche est une industrie essentielle en Bretagne, et qu'il convient de la privilégier.

Quand on nous fait miroiter tous les avantages d'une animation des mois d'été à base de défilés folkloriques, et reconstitution des vieux métiers d'antan, etc... nous répondons que cela n'est que photographie infantile et béatifiante d'un passé «idéalisé» et revendiquons notre identité culturelle pour tous les jours de l'année.

La Bretagne est un pays d'hospitalité et les hordes barbares de tous les siècles l'ont toujours bien exploitée.

Nous disons «oui» à l'accueil, «non» à l'envasement.

La Bretagne est riche d'un potentiel touristique, il convient de le maîtriser et non de le privilégier.

Maîtrise du tourisme, cela signifie qu'une politique cohérente soit enfin définie par nous au niveau de notre pays.

Il y a quelques années, le summum pour les élus locaux était la création de zones industrielles, toujours à industrialiser aujourd'hui et paradis des rongeurs. Actuellement le désir de création de campings, piscines, bases de loisirs, etc... procède de la même idée. Chaque municipalité limite son horizon aux «frontières» locales, au

mépris de toutes lois économiques, culturelles ou même écologiques. Le «Pays» se rétrécit singulièrement.

Il est temps d'ouvrir les yeux, de s'aérer l'esprit, de faire preuve d'innovation.

IMAGINER ENFIN UN PAYS POUR SES HABITANTS, ne plus penser l'aménagement de la Bretagne en fonction des touristes.

Nous estimons que le nombre de réalisations touristiques est suffisant actuellement, sous peine de dénaturer l'environnement et d'assister à un phénomène de saturation de la population locale. Nous proposons l'étude sérieuse de l'aménagement de la saison, sur des bases différentes de celles des pays méditerranéens: sun, sex and sea.

Nous demandons à tous les bretons, exploitants de petits hôtels, gîtes ruraux, fermes-auberges, terrains de campings, de réfléchir enfin sur le devenir de leur production, de considérer que la valeur ajoutée de leur produit leur échappe, une fois de plus, et de s'organiser.

Enfin, nous répétons qu'il est essentiel de créer un pays pour ses habitants et nous proposons que toute l'énergie et les finances utilisées pour faire de la Bretagne un pays d'accueil factice, soient employées pour le maintien des jeunes en milieu rural par:

- la création de petites unités de productions très spécialisées
- le développement d'une agriculture nouvelle, de petites surfaces et de nouvelles productions.
- une aide réelle aux îles durant toute l'année
- le maintien de la flotille de pêche et une étude sérieuse des possibilités d'expansion
- la mise en place de réseau d'information par télématique par l'intermédiaire de réseaux légers, faciles à créer.

La liste n'est pas close, et nous avons tout à imaginer, et le nouveau touriste qui viendra alors en Bretagne aura tout à gagner. Il se trouvera dans un pays créatif, vivant et libre.

T. L.

Directeur Gérant: A. PIOUS
Numéro 6 NELLE série
Prix de vente 5 FF
1ère année
Juillet-Août 1982
8 pages
Publication mensuelle
2, Villa Bourg l'Evêque
Commission paritaire n° 50887

Rédacteur en chef: H. FRANGEUL

Comité de Rédaction:
- Dominique KOBUS
- Serge LE FUSTEC
- Philippe COLAS
- Ariel PIOUS
- Lorans CONAN

imp. BIP RENNES
RC 72 B 120

BIZARRE J'AI PENSANT
J'AI VU UN SEUL RUISE
DE LA RENAISSANCE



suite de la page 5

alors que la situation de dépendance économique s'aggrave, que l'activité créatrice de notre peuple est quasiment interdite par les systèmes de la colonisation, que cette activité ne permet à notre peuple ni de vivre sur sa terre ni de produire et renouveler son identité et sa culture,

alors, non, on ne peut prétendre restituer au peuple corse les moyens de son existence, on ne peut réparer les crimes du colonialisme,

tant qu'on se refusait de reconnaître les droits nationaux du peuple corse et la contradiction fondamentale entre l'état français et l'intérêt collectif corse.

II) LA CONSULTA FACE A CETTE POLITIQUE

Les militants nationalistes révolutionnaires n'ont jamais rien attendu du colonialisme, si ce n'est exploitation et aliénation du peuple. Nous rejetons l'illusion de voir un processus de décolonisation qui serait généreusement enclanché par l'état français.

Faudrait-il donc ne proposer à notre peuple que l'illusion réformiste ou la traque résignation?

Les nationalistes ont toujours affirmé que seule la lutte du peuple corse permettrait sa libération. A Consulta combat pour la libération nationale de notre peuple:

- pour la prise en charge par le peuple, aujourd'hui, de la lutte de libération nationale.
- pour la maîtrise demain, du pouvoir économique et politique,
- pour l'exercice libre du droit à l'autodétermination par un peuple libre.

Aussi, tous les terrains de lutte doivent être investis:

- tout d'abord pour ne pas laisser ces luttes quotidiennes sous la coupe des réformistes de tous bords,
- pour rendre à notre peuple ses propres terrains de lutte et qui il décide librement des formes de ses combats.
- pour créer et multiplier les contre-pouvoirs, véritables points d'appui et

tremplins qui permettent au peuple corse de s'auto-organiser dans des perspectives résolument anticolonialistes pour la corse de demain.

Nés des luttes quotidiennes du peuple corse travailleur, ces contre-pouvoirs libérés peu à peu des contraintes coloniales, s'implantent et se renforcent dans tous les domaines de la vie économique, sociale, culturelle, associative...

C'est dans le sens de cette démarche libératrice que la C.C.N. a multiplié les initiatives et les actions. Jamais la présence du mouvement nationaliste révolutionnaire n'a été aussi puissante sur le terrain des luttes publiques: actions pour la libération de tous les patriotes, contre la colonisation de peuplement, pour la réforme agraire et le combat des agriculteurs corses, pour l'université et la reconquête de l'intérieur...

La Consulta poursuivra ce chemin. Et interviendra chaque fois. C'est ainsi qu'elle a également développé des relations avec les luttes populaires d'autres nations interdites menant une semblable lutte de libération nationale, cela s'est réalisé au Pays Basque, en Catalogne, en Irlande, en Galice... Cette politique de contacts internationaux nous permettra d'organiser cet été à Corti, notre capitale nationale, les 6 et 7 août, une grande rencontre internationale. Irlandais, Basques, Palestiniens, Saharouis, Sardes, Kurdes, Arméniens, Catalans, Erythréens, et aussi d'autres que nous attendons, viendront dire le sens de leur lutte au peuple corse pendant que des groupes en donneront la dimension culturelle.

Sur le sol corse, la C.C.N. poursuivra ses actions, recherchant l'unité sur le terrain des luttes quotidiennes et faisant prévaloir l'union du peuple corse chaque fois qu'elle s'inscrit dans les perspectives de la libération nationale.

La C.C.N. contribue à la lutte de libération nationale. Elle ne prétend pas représenter à elle seule le courant nationaliste révolutionnaire. Elle est une expression publique politiquement organisée. Et elle ne méconnaît pas d'autres expressions publiques qui s'insèrent dans la lutte de libération nationale.

Les nationalistes révolutionnaires clandestins du F.L.N.C. sont une réalité que nul ne peut s'aventurer à nier ou occulter.

Nos buts sont identiques, c'est à dire permettre par la lutte de libération nationale l'exercice du droit à l'autodétermination du peuple corse.

Les militants de la C.C.N. mènent une lutte publique et légale. Nos moyens sont donc différents. Mais que l'on n'attende pas de notre part un désaveu de l'action politique ou militaire du F.L.N.C. Semblable attitude ne pourrait qu'affaiblir la lutte de libération nationale et serait donc néfaste pour les intérêts de notre peuple. Pour la C.C.N., le problème corse ne peut être celui de telle ou telle forme de violence, mais est celui de l'absence et du refus de solutions politiques à la question nationale corse.

En ce qui concerne les élections à l'assemblée de corse, la C.C.N., bien-sûr, ne tombera pas dans le piège tendu par l'état français. Elle met donc en garde ceux qui s'apprennent, par leurs votes, à conforter la souveraineté et l'exploitation coloniales. La C.C.N. sait que de nombreux patriotes sincères après tant d'années de lutte, pensent que quelque chose peut être obtenu dans ce domaine.

Mais si tous les terrains de lutte sont possibles, tous ne sont pas ceux de l'émancipation. Alors, loin de servir leur cause, elle sera mise en péril.

Seul le colonialisme sortira grandi de cette présence sur ce terrain. Le statut est une mascarade et notre lutte nationaliste doit se situer en dessus et en dehors des limites qu'il fixe. Créons nos règles, celles d'une libération nationale! créons le rapport de force indispensable à une véritable expression du peuple corse. Recherchons une authentique démocratie où l'homme corse pourra librement choisir son destin, débarrassé du joug colonial. Nous rejetons la fausse démocratie d'aujourd'hui.

La C.C.N. appelle donc à l'abstention aux élections à l'assemblée de corse.